

15 FEV. 2021

Châlons-en-Champagne, le

Référence : 2021-02- **33**

Affaire suivie par : Odile JOHNER
Tél. 03 26 70 82 08
Courriel : ddt-seepri-cpe@marne.gouv.fr

LR n° : 1A **16821696834**

Monsieur le Directeur,

Faisant suite à la parution des conclusions relatives à l'industrie du traitement des déchets (BREF WT – Waste Treatment) par décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 et en application de l'article R. 515-70 et R. 515-81 du code de l'environnement, vous m'avez remis, le 29 août 2019, un dossier de réexamen des conditions d'exploitation de vos installations de traitement de déchets situées sur le territoire de la commune de Saint-Brice-Courcelles.

L'inspection des installations classées a examiné votre dossier et m'a fait part de ses observations. Ainsi, je prends acte de votre déclaration selon laquelle l'exploitation de vos installations se réalise dans le respect des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à votre secteur d'activité, à savoir les conclusions pour le traitement des déchets précitées.

Pour rappel, les délais et prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive relative aux émissions industrielles (dite IED – Industrial Emissions Directive) sont déjà applicables à l'exploitation de vos installations. Aussi, compte tenu de votre déclaration, je ne prends pas de prescriptions complémentaires.

Les dispositions génériques des annexes 2 et 3.1 vous seront directement applicables à partir du 17 août 2022.

Votre dossier de réexamen fait foi et son respect est donc susceptible d'être contrôlé par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand Est dès à présent, et à échéance du 17 août 2022, date à laquelle il deviendra réglementairement opposable. Je vous rappelle que vous n'avez pas demandé de dérogation au titre de l'article R.515-68 du code de l'environnement ni d'appliquer des techniques alternatives, et que tous les niveaux d'émissions associés aux MTD (NEA-MTD) applicables à votre établissement doivent être respectés au plus tard le 17 août 2022.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général**


Denis GAUDIN

Monsieur le Directeur
SUEZ RR IWS Chemicals France
à l'attention de Monsieur BOCHICCHIO
Chemin des temples
51 370 SAINT-BRICE-COURCELLES